

**Revue de la presse finlandaise**

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keskisuomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Lundi 19 mai 2025

[Politique étrangère 1](#_Toc198550937)

[Le Président Stubb à Tallinn : « il faut prendre la politique étrangère telle qu’elle est, et non telle que l’on souhaiterait qu’elle soit » 2](#_Toc198550938)

[Le président Stubb s'est entretenu avec Trump et Zelensky : « Zelensky est patient alors que le président Trump s'impatiente » 2](#_Toc198550939)

[Le président Stubb s'est entretenu avec le Premier ministre du Canada, Marc Carney 2](#_Toc198550940)

[Politique européenne 3](#_Toc198550941)

[Le Premier ministre Orpo au sommet de la Communauté politique européenne : « Nous parlons d’une seule voix » 3](#_Toc198550942)

[La Grande Commission approuve la position du gouvernement concernant le plan ReArm Europe 3](#_Toc198550943)

[Le Parti des Vrais Finlandais approuve au Parlement l’endettement commun de l'UE – le PSD se moque des Vrais Finlandais 5](#_Toc198550944)

[Israël − Gaza 6](#_Toc198550945)

[Le Président du PSD Antti Lindtman critique le manque d’action du gouvernement au sujet de la situation à Gaza 6](#_Toc198550946)

[Selon le Président du Centre Antti Kaikkonen, il est bon que la Finlande soit plus ferme au sujet de la situation à Gaza 6](#_Toc198550947)

[La Présidente des Verts Sofia Virta : Il faut arrêter le commerce d’armes avec Israël 7](#_Toc198550948)

[Une manifestation en soutien de la Palestine a été arrêtée par la police 7](#_Toc198550949)

[Politique intérieure 7](#_Toc198550950)

[Datacenters : Selon la ministre des Transports et des Communications, il y a entre 100 et 200 projets de centres de données qui attendent de voir le jour 7](#_Toc198550951)

[Climat 8](#_Toc198550952)

[Le gouvernement n’avance pas dans la rédaction de sa stratégie énergétique et climatique 8](#_Toc198550953)

[Aviation 8](#_Toc198550954)

[Cinq victimes dans un accident d’hélicoptères 8](#_Toc198550955)

[Deux hélicoptères entrés en collision à Eura 8](#_Toc198550956)

[Social 8](#_Toc198550957)

[Finnair annule plus de 100 vols aujourd’hui 8](#_Toc198550958)

## Politique étrangère

### Le Président Stubb à Tallinn : « il faut prendre la politique étrangère telle qu’elle est, et non telle que l’on souhaiterait qu’elle soit »

Le Président de la République, Alexander Stubb, a participé à la Conférence Lennart Meri à Tallinn dimanche 18 mai 2025.

En compagnie du Président estonien, Alar Karis, de la Présidente slovène, Nataša Pirc Musar, et de la rédactrice en chef du magazine The New Yorker, Susan Glasser, le Président Stubb a participé à une table ronde sur l’importance des alliances et des réseaux,

Le Président a déclaré lors de la table ronde que l’importance des alliances et des réseaux est de plus en plus cruciale dans un monde en mutation.

Le Président Stubb a également ouvert des pistes de réflexion en matière de politique étrangère : « il faut prendre la politique étrangère telle qu’elle est, et non telle que l’on souhaiterait qu’elle soit », a-t-il déclaré.

Tpk

### Le président Stubb s'est entretenu avec Trump et Zelensky : « Zelensky est patient alors que le président Trump s'impatiente »

Le président de la République, Alexander Stubb, à la conférence Lennart Meri en Estonie, dimanche, a déclaré s'être à nouveau entretenu avec le président américain Donald Trump samedi au sujet de la situation en Ukraine.

Il s'est ensuite entretenu avec le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, dimanche.

« Si l'on considère les choses sous un angle différent, on peut dire que Zelensky est patient et que le président Trump commence à s'impatienter, mais dans la bonne direction, à savoir envers la Russie », a déclaré Stubb lors d'une conférence de presse tenue à Tallinn dimanche en marge de la conférence Lennart Meri.

Stubb avait eu son dernier entretien avec Trump et Zelensky dimanche dernier.

Stubb a également déclaré avoir été en contact étroit avec les dirigeants britannique, français, allemand et norvégien.

Concernant un éventuel cessez-le-feu, Stubb a déclaré que la situation s'était améliorée « lentement mais sûrement » pour l'Ukraine au cours des deux dernières semaines.

Trump et le président russe Vladimir Poutine doivent discuter de la fin de la guerre en Ukraine ce lundi.

Stubb a déclaré qu'il était difficile de savoir de quel type de conversation il s'agissait à ce stade.

« Après cela, nous serons un peu plus avisés. Il faut prendre les choses au jour le jour. »

Stubb a qualifié l'échange de prisonniers de pas dans la bonne direction.

Il a déclaré avoir envoyé à Trump un message selon lequel un sommet avec Poutine, Zelensky et Trump serait nécessaire pour réaliser de réels progrès.

Selon Stubb, les pays européens tentent de faire comprendre à Trump la réalité actuelle en Russie.

L’un des messages est que l’Ukraine est en position de force, a déclaré Stubb.

« On a beaucoup parlé du désavantage considérable qu’aurait l’Ukraine. Mais ce n’est pas vrai. La Russie tente de conquérir l’Ukraine depuis trois ans. Cette année, elle a progressé de moins d’un pourcent sur le territoire ukrainien.»

Le deuxième message est que l’économie russe est dans un état pire que ce qui est suggéré, a déclaré Stubb. Il fait référence à une inflation et à des taux d’intérêt élevés, ainsi qu’à de faibles réserves.

L’Europe devrait cependant comprendre que la population russe soutient toujours la guerre de Poutine.

HS

### Le président Stubb s'est entretenu avec le Premier ministre du Canada, Marc Carney

Le président de la République de Finlande, Alexander Stubb, s'est entretenu téléphoniquement avec le Premier ministre du Canada, Mark Carney, vendredi 16 mai 2025.

Le président et le Premier ministre ont discuté des moyens de renforcer la coopération économique et sécuritaire entre la Finlande et le Canada.

Le président Stubb a souligné que le Canada est un allié important pour la Finlande et que nos pays sont unis par leur situation géographique dans l'Arctique et leurs valeurs communes.

Selon le président Stubb, la Finlande et le Canada continueront d'apporter un soutien indéfectible à l'Ukraine et de poursuivre leurs efforts pour accroître la pression sur la Russie afin d'obtenir un cessez-le-feu complet et inconditionnel.

<https://www.presidentti.fi/en/presidentti-stubb-keskusteli-kanadan-paaministeri-marc-carneyn-kanssa/>

## Politique européenne

### Le Premier ministre Orpo au sommet de la Communauté politique européenne : « Nous parlons d’une seule voix »

Le Premier ministre Petteri Orpo a représenté la Finlande au sommet de la Communauté politique européenne (CPE) le 16 mai 2025 à Tirana.

« Rassembler toute l’Europe autour d’une même table est essentiel, surtout aujourd’hui, alors que se déroulent simultanément à Istanbul des discussions cruciales sur un cessez-le-feu pour l’avenir de l’Europe. Cela envoie un signal fort et unifié : l’Europe est solidaire avec l’Ukraine », a déclaré Orpo. « Nous parlons d’une seule voix : nous avons besoin d’un cessez-le-feu, de négociations de paix et d’une paix durable et juste », a poursuivi Orpo.

Le Premier ministre Orpo a participé à une discussion en petit groupe sur la sécurité européenne lors du sommet. Le président ukrainien Volodymyr Zelenskyi était également présent à la discussion.

« Si un cessez-le-feu ne peut être conclu, l'Europe, de concert avec les États-Unis, devra réagir rapidement. Concrètement, cela implique des sanctions plus sévères et une pression accrue sur la Russie. Parallèlement, le soutien à l'Ukraine doit être renforcé », a déclaré le Premier ministre Orpo dans son discours.

Dans le cadre de cette réunion, le Premier ministre Orpo a notamment rencontré le chancelier allemand Friedrich Merz, le Premier ministre britannique Keir Starmer et le président turc Recep Tayyip Erdogan. Il a également rencontré le Premier ministre albanais Edi Rama et le Secrétaire général du Conseil de l'Europe Alain Berset lors de réunions bilatérales.

Vn

### La Grande Commission approuve la position du gouvernement concernant le plan ReArm Europe

La grande commission a publié une déclaration sur le financement de la défense européenne et le programme SAFE, vendredi.

Le Parlement approuve la position du gouvernement concernant le plan ReArm Europe, soulignant certains aspects. La Grande Commission a adopté la déclaration à l'unanimité voté, après un vote concernant la formulation des justifications de la commission.

Le plan ReArm Europe de la Commission européenne vise à accélérer les investissements européens dans la défense. Dans sa déclaration, la Grande Commission aborde également l'instrument financier SAFE inclus dans le plan, prenant en compte l'augmentation des dépenses de défense dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance et l'élargissement du champ d'application du financement de cohésion à la défense.

La Grande Commission, à l'instar du gouvernement, salue le plan ReArm Europe visant à renforcer la défense européenne dans un contexte sécuritaire exceptionnel. Il est essentiel que le soutien soit orienté vers les pays situés sur la ligne de front orientale.

La Grande Commission estime qu'il est important que la Finlande participe activement au développement du plan ReArm Europe et, plus largement, à la dimension européenne de la défense. L'impact sur la sécurité de la Finlande dépendra non seulement de la manière dont elle pourra utiliser les instruments, mais aussi de la capacité du plan à encourager l'ensemble de l'Europe à investir davantage dans sa défense.

Selon la Grande commission, la position particulière des États frontaliers orientaux en matière de politique de sécurité devrait être prise en compte lors de la répartition des fonds SAFE.

La Grande Commission note que des prêts d'un montant de 150 milliards d'euros pourraient être accordés au titre de l'instrument de financement SAFE pour le développement de capacités prioritaires communes. L'objectif serait de procéder à des achats conjoints afin de garantir une utilisation plus efficace des fonds et d'accroître la prévoyance de l'industrie de la défense en améliorant les perspectives de commandes.

La Grande Commission estime que le montant maximal proposé de 150 milliards d'euros est approprié et soutient le modèle selon lequel l'instrument financier fournit un soutien financier spécifique sous forme de prêts. La Grande Commission souligne que l'instrument est financé par des prêts et que l'État membre bénéficiaire est responsable du prêt contracté et de ses remboursements, ainsi que des intérêts et des coûts. La Grande Commission souligne également le caractère temporaire de l'instrument financier.

La position particulière des États frontaliers orientaux, comme la Finlande, en matière de politique de sécurité doit être prise en compte dans les négociations de l'UE sur l'instrument et dans la répartition des financements. Cet instrument doit permettre de renforcer la défense des pays de la ligne de front orientale et d'accroître leur sécurité.

La Grande Commission estime qu'il est important que le champ d'application de l'instrument SAFE inclue les capacités importantes pour ces pays. Il est particulièrement important de veiller à ce que les capacités de combat terrestre restent sur la liste des capacités critiques du règlement.

Selon les informations reçues par la Grande commission, la Finlande bénéficierait actuellement d'un prêt à un taux légèrement inférieur à celui de l'UE, avec son propre risque de crédit. Dans le même temps, la Grande Commission attire l'attention sur l'instabilité actuelle des marchés financiers. La Commission estime que l'utilité de l'instrument SAFE devrait être évaluée plus largement que le coût du prêt, en tenant compte du point de vue de la défense et de l'industrie de la défense.

La Grande Commission souligne que, lors de la mise en œuvre de l'instrument financier, il convient d'éviter que les achats conjoints ne profitent qu'aux grandes entreprises européennes du secteur de la défense. Les petites entreprises et la sécurisation des conditions d'exploitation du secteur dans l'ensemble de l'UE doivent également être prises en compte. Ceci est important tant pour l'industrie de défense finlandaise que pour la sécurité d'approvisionnement militaire de l'UE.

La Grande Commission soutient la possibilité pour les pays tiers de participer à des marchés publics conjoints et souligne la possibilité pour les pays partenaires proches, tels que le Royaume-Uni, d'y participer. La Grande Commission soutient le fait que la proposition accorderait à l'Ukraine un statut spécial et lui permettrait de participer à des marchés publics conjoints. La Commission de la défense du parlement considère que la possibilité d'approfondir la coopération en matière de défense avec l'Ukraine constitue une dimension importante de l'instrument financier.

La Grande Commission estime qu'il est important que la conditionnalité la plus stricte possible, au moins équivalente à celle appliquée aux autres financements de l'UE, soit appliquée au financement de l'instrument SAFE, y compris une conditionnalité liée au respect de l'État de droit.

Par ailleurs, la Commission propose une activation coordonnée de la clause dérogatoire nationale prévue dans les règles budgétaires de l'UE afin d'accroître les dépenses de défense de l'UE. Cela permettrait à un État membre de s'écarter temporairement de la trajectoire de dépenses nettes à moyen terme ou de la trajectoire de correction d'un déficit excessif. La Grande Commission juge cette proposition appropriée.

Fin avril, 16 États membres, dont la Finlande, ont déjà soumis une demande d'activation de la clause dérogatoire selon les modalités proposées par la Commission.

La Grande Commission salue aussi la proposition, qui permet aux États membres de cibler les fonds de cohésion pour renforcer la sécurité globale. Elle se prononcera ultérieurement sur les autres propositions figurant dans l'examen à mi-parcours de la politique de cohésion.

Enfin, la Grande Commission salue la présentation par la Commission de plusieurs initiatives relatives à la sécurité globale, notamment la stratégie européenne pour une Union de préparation aux situations d'urgence et la stratégie de sécurité intérieure de l'UE. La Grande Commission examinera ces initiatives séparément, sur la base des rapports du gouvernement.

Eduskunta.fi

### Le Parti des Vrais Finlandais approuve au Parlement l’endettement commun de l'UE – le PSD se moque des Vrais Finlandais

Vendredi, la Grande Commission du Parlement a donc approuvé à l'unanimité la création de l'instrument financier Safe, qui fait partie du paquet de défense ReArm Europe, doté d'un montant maximal de 150 milliards d'euros et destiné à renforcer l'industrie de défense de l'UE.

Cet instrument peut être utilisé, entre autres, pour réaliser des achats conjoints de défense entre les pays de l'UE et pour soutenir l'Ukraine.

L'instrument financier repose sur un endettement conjoint, un terme qui était jusqu'ici un terme tabou, notamment pour le Parti des Vrais Finlandais. En 2021, ce parti s'était farouchement opposé au plan de relance de l'UE suite à la pandémie.

À l'époque, le Parti des Vrais Finlandais avait organisé un débat de quatre jours au Parlement, au cours duquel Sebastian Tynkkynen, par exemple, s'était exprimé pendant huit heures d'affilée pour s’opposer à l’instrument de relance européen.

Vendredi, cependant, le Parti des Vrais Finlandais a approuvé un instrument financier basé sur un endettement conjoint, ce dont le député du PSD Matias Mäkynen s'est moqué sur X :

« Le jour est donc venu où, à l'unanimité avec le Parti des Vrais Finlandais, nous avons approuvé en grande commission une dette commune de l'UE et, avec le Parti de la coalition nationale, une dérogation aux règles financières de l'UE. De nonnes décisions ! Lors du vote, le Parti de la coalition nationale et le Parti des Vrais Finlandais n'ont pas souhaité que les responsabilités financières globales de la Finlande soient limitées par le Parlement ».

Bien que l'instrument financier Safe repose sur un endettement conjoint, il diffère sensiblement de l'instrument de relance post-coronavirus, par exemple. Son utilisation est volontaire pour les États membres, qui rembourseront eux-mêmes leurs prêts, y compris les frais.

Jani Mäkelä, président du groupe parlementaire des Vrais Finlandais, soutient également cette position. Il affirme que l'instrument financier Safe ne doit pas être comparé au plan de relance post-pandémie.

« Ce plan utilise les garanties et les capitalisations existantes, ce qui signifie que la responsabilité financière théorique des Finlandais n'augmente pas », explique Mäkelä.

Il souligne également que le financement de cet instrument est spécifiquement destiné aux dépenses de défense. « Et il prend la forme d'un prêt, ce qui signifie qu'aucune subvention n'est distribuée entre les pays de l'UE », précise Mäkelä.

Mäkelä souligne également que les pays susceptibles de contracter le prêt sont principalement les alliés de la Finlande, la quasi-totalité des pays de l'UE étant membres de l'OTAN. Le renforcement de leur défense profite donc également à la Finlande.

Selon Mäkelä, les pays pourraient également utiliser le prêt pour acheter des équipements de défense finlandais.

Dans son post, Mäkynen a également soulevé le fait que le gouvernement Orpo a approuvé une dérogation aux règles de l'UE en matière d'endettement dans le cadre de l'approbation de l'instrument financier. Auparavant, le gouvernement Orpo s'était catégoriquement opposé à toute dérogation à ces règles.

Les sociaux-démocrates ont proposé que la déclaration de la commission inclue le montant de la responsabilité maximale calculée de la Finlande au titre de l'instrument financier.

Selon Mäkynen, il s'agit d'une pratique courante, l'examen parlementaire des plans d'aide à la Grèce et de l'instrument de relance post-coronavirus ayant déjà mis l'accent sur l’importance de comptabiliser précisément la responsabilité financière maximale de la Finlande.

Sur un montant total de 150 milliards d'euros, la responsabilité maximale de la Finlande s'élève à 2,4 milliards d'euros. Toutefois, cette responsabilité ne sera engagée que si les États membres ayant contracté l'emprunt manquent à leurs obligations au titre de leurs accords de prêt.

Cependant, la proposition du PSD a été rejetée lors du vote par les partis au pouvoir, le Parti de la coalition nationale et le Parti des Vrais Finlandais.

Selon Jani Mäkelä, il s'agissait d'une « manœuvre politique des sociaux-démocrates ». Mäkelä affirme que le montant maximal des engagements n'a pas été inscrit dans la déclaration, car celle-ci concorde avec la position du gouvernement, qui inclut ces engagements.

Mäkelä considère que le déclenchement du montant maximal des engagements est extrêmement improbable. « Cela signifierait que chaque pays serait en défaut de paiement sur l'intégralité de sa dette », explique Mäkelä.

Mäkynen a jugé la décision de la Grande Commission importante. « Je pense que la position du Parlement sur la dette commune s'est adoucie avec ce vote, sous la direction du Parti de la coalition nationale et du Parti des Vrais Finlandais », écrit Mäkynen sur Facebook.

Mäkelä admet que la décision n'a pas été facile à prendre pour le parti des Vrais Finlandais.

« Nous souhaitions que la position de la Finlande souligne que la solution doit servir la sécurité nationale de la Finlande et des autres pays limitrophes de la Russie. Après tout, nous sommes en première ligne », explique Mäkelä.

HS

## Israël − Gaza

### Le Président du PSD Antti Lindtman critique le manque d’action du gouvernement au sujet de la situation à Gaza

Le Président du PSD Antti Lindtman critique le gouvernement au sujet de la situation à Gaza. Selon lui, les déclarations de la Finlande à ce sujet viennent « toujours trop tard » et sont « sans fermeté ».

« La seule qui au moins tente quelque chose est la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen (Coalition nationale). La ligne commune du gouvernement se fait remarquer par son absence », a critiqué Lindtman.

Valtonen a commenté la crise humanitaire de Gaza mercredi dernier. Selon les organisations humanitaires internationales, Israël utilise la faim et le blocage de l’aide humanitaire comme arme de guerre. Valtonen a admis que tout porte à croire que c’est bien le cas.

Lindtman estime que les commentaires de Valtonen sur le changement de la nature de la guerre menée par Israël sont pertinents, mais que le gouvernement n’est pas capable d’une politique cohérente au sujet de la crise humanitaire à Gaza.

« Il est évident qu’à cause de sa composition, le gouvernement est incapable d’une politique cohérente au sujet de Gaza et plus largement du Moyen-Orient, bien qu’à l’heure actuelle, on aurait besoin que la Finlande prenne l’initiative également pour mettre fin à l’effusion de sang », a dit Lindtman.

Selon Lindtman, les Chrétiens-Démocrates et les Vrais Finlandais « tiennent en otage » les positions de la politique étrangère de la Finlande et la ligne du gouvernement au sujet de Gaza. Lindtman a également dit être d’avis que la Finlande doit commencer « immédiatement » les préparations pour reconnaître l’État palestinien et faire avancer la solution à deux États.

« Il y a le risque que l’on attende le fameux bon moment tellement longtemps que les Palestiniens n’auront plus aucune terre à eux », a dit Lindtman.

HS

### Selon le Président du Centre Antti Kaikkonen, il est bon que la Finlande soit plus ferme au sujet de la situation à Gaza

Selon le Président du Centre Antti Kaikkonen, il est bon que les propos de la Finlande soient devenus plus fermes au sujet de la situation à Gaza.

Selon Kaikkonen, la situation à Gaza est « insupportable ».

« Bien qu’Israël ait eu le droit de réagir à l’attaque terroriste du Hamas, ses actions ont été excessives », a dit Kaikkonen.

L’Union européenne et la communauté internationale doivent faire plus de pression pour un cessez-le-feu et pour la paix dans la région de Gaza. La Finlande doit pourtant continuer d’agir sur cette question en premier lieu à travers l’UE, estime Kaikkonen.

Kaikkonen se dit être du même avis que la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen (Coalition nationale) que la Finlande ne doit pourtant pas annuler la commande du bouclier de David qui est un système de défense anti-aérien israélien. Kaikkonen était ministre de la Défense dans le gouvernement précédent quand la commande a été passée.

« Nous avons pris la décision d’achat à l’époque, je ne pense pas qu’elle doit être annulée », a dit Kaikkonen.

Kaikkonen a rappelé que le système est important pour la défense de la Finlande.

HS

### La Présidente des Verts Sofia Virta : Il faut arrêter le commerce d’armes avec Israël

Selon la Présidente des Verts Sofia Virta, la Finlande ne devrait conclure aucun nouvel accord de vente d’armes avec Israël.

Il faut que la Finlande rompe avec la dépendance à l’égard d’Israël, a estimé Virta : « En ce moment, la Finlande est assez dépendante d’Israël. Il nous faudrait un plan pour rompre avec ce type de dépendances et pour remplacer ce dont nous aurons besoin d’eux dans l’avenir. »

Au sujet du système de défense anti-aérienne provenant d’Israël, Virta a dit qu’il il s’agit d’un contrat d’achat déjà conclu et d’un système de défense qui n’est pas remplaçable, mais que, dans le futur, la Finlande ne doit pas conclure de nouveaux contrats d’achat avec Israël.

« Le monde entier, la Finlande incluse, est en retard à l’égard de la Palestine de manière inexcusable », Virta a dit dans un discours devant le conseil du parti. « Je crois que le Premier ministre Orpo et la ministre des Affaires étrangères en sont conscients. Mais en être conscient ne suffit pas s’il n’y a pas d’action. »

Selon Virta, la Finlande doit condamner les actions d’Israël « de manière aussi ferme que possible, publiquement ainsi qu’en convoquant l’ambassadeur ».

HS

### Une manifestation en soutien de la Palestine a été arrêtée par la police

Une manifestation en soutien de la Palestine de quelques dizaines de personnes a eu lieu jeudi soir dans les locaux de l’Université d’Helsinki. La manifestation a été arrêtée par la police, car elle n’avait pas d’autorisation de la part de l’université. La police a demandé aux manifestants de sortir des locaux de l’université.

Le mouvement « Students for Palestine », qui a organisé la manifestation, demande que l’Université d’Helsinki arrête toute coopération avec les universités israéliennes à cause de la guerre à Gaza.

HS

## Politique intérieure

### Datacenters : Selon la ministre des Transports et des Communications, il y a entre 100 et 200 projets de centres de données qui attendent de voir le jour

Lulu Ranne, ministre des Transports et des Communications, relève qu’outre les projets de centres de données informatiques annoncés, qui sont de 45 selon le patronat EK, il y a eu bien plus de prises de contact en la matière.

Elle relève que si tous les projets se réalisaient, cela nécessiterait des investissements importants dans la production électrique de toute la Finlande. Il faut évaluer comment assurer qu’il y aura suffisamment d’électricité pour tous les Finlandais et que son prix n’augmentera pas du fait de nouveaux utilisateurs. « Il faut voir comment s’assurer l’obtention des meilleurs projets qui donnent une plus-value et des emplois. Il ne faut pas tout accueillir chez nous coûte que coûte. »

Ranne estime aussi qu’il faut être en mesure d’interdire les projets si tous les éléments concernant les acteurs ne sont pas conformes aux intérêts de la Finlande. « Une évaluation sur la sécurité d’ensemble devra être effectuée concernant l’ensemble du pays. »

AL/dim

### Climat

### Le gouvernement n’avance pas dans la rédaction de sa stratégie énergétique et climatique

Il était prévu que le gouvernement termine la rédaction de sa stratégie énergétique et climatique ce printemps.

Le papier a été reporté à plusieurs reprises et à présent, des sources de Helsingin Sanomat indiquent que « c’est difficile ». Surtout les mesures liées aux forêts constituent une question épineuse, mais les émissions des transports constituent un autre ensemble difficile.

Les orientations sont préparées dans un groupe ministériel sur l’énergie verte, l’environnement et la sécurité de l’approvisionnement présidé par la ministre de l’Environnement Sari Multala.

Concernant les questions énergétiques, le gouvernement a moins de mal à trouver un accord. Le développement des réseaux électriques, l’élargissement du parc nucléaire et le soutien aux sources d’énergies non-fossiles sont déjà mentionnés dans les documents des négociations de la mi-législature.

Helsingin Sanomat indique qu’outre cette stratégie, le gouvernement n’a pas terminé celle sur la biodiversité ni le plan d’action à ce sujet. Ce papier aurait déjà dû être présenté avant la réunion de l’ONU en Colombie, à l’automne dernier.

HS/sam/A17

## Aviation

### Cinq victimes dans un accident d’hélicoptères

### Deux hélicoptères entrés en collision à Eura

Cinq personnes sont décédées dans un crash de deux hélicoptères civils Robinson R44, samedi, à Eura (Ouest de la Finlande). Il s’est agi d’Estoniens qui se rendaient de Tallinn à un évènement aérien à Kokemäki. La police judiciaire enquête sur l’accident

Le centre d’enquête qui a fait une conférence de presse, hier, estime à présent qu’il s’est agi d’un problème technique ou d’une erreur humaine ou de la combinaison des deux.

Selon des médias estoniens, il y avait des hommes d’affaires estoniens parmi les passagers.

HS/dim, lun/A12

## Social

### Finnair annule plus de 100 vols aujourd’hui

Finnair annule environ 110 vols aujourd’hui, en raison du mouvement social impactant les services d'assistance en escale et de restauration. 14 000 passagers seraient touchés.

HS/dim/A15